

Un duo à la tête du *Courrier*

Presse » Changement à la tête du *Courrier*. La rédaction en chef du quotidien indépendant genevois sera assurée par un duo dès le premier trimestre 2017. Laura Drompt, actuellement chargée de la rubrique suisse du *Courrier*, et Gustavo Kuhn, journaliste à la *Tribune de Genève* et à 24 heures depuis 2003, ont été nommés lundi soir par l'assemblée générale de la Nouvelle Association du *Courrier* (NAC) pour un mandat de trois ans.

Le binôme prendra le relais de l'actuel trio, composé de Dominique Hartmann, Philippe Bach et Benito Perez. Ils souhaitent retourner à l'écriture dans leurs rubriques. Dans un communiqué publié hier, Laura Drompt et Gustavo Kuhn affirment qu'ils entendent soutenir *Le Courrier* en tant que «journal engagé et tourné vers l'humain, boussole essentielle dans un monde en crise. Ce projet rédactionnel vise à renforcer les liens avec son lectorat romand, à la recherche de clés de lecture alternatives de l'actualité». » TJ

Le monde politique se déclare «choqué»

Survivaliste valaisan » Oskar Freysinger a engagé l'écrivain survivaliste en tant que consultant dans le cadre de l'inventaire des risques auxquels le Valais doit se préparer.

«Je suis ulcérée!» La nouvelle présidente du Parti socialiste du Valais romand, Barbara Lanthemann, ne décolère pas depuis l'annonce, mercredi, de l'engagement de l'écrivain survivaliste à la réputation controversée Piero San Giorgio en tant que consultant dans le cadre de l'inventaire des risques auxquels le Valais doit se préparer. Pour elle, ce choix du chef du Département de la sécurité Oskar Freysinger est «gravissime». «Comment peut-on inviter, dans un groupe de travail sérieux, un personnage aussi sulfureux, qui entretient des liens non dissimulés avec l'extrême droite et qui tient des propos déplacés, notamment sur les femmes?», s'étonne-t-elle. La députée

suppléante interpellera le Conseil d'Etat à ce sujet lors de la prochaine session du Grand Conseil les 12 et 13 décembre. «Je demanderai en quoi cet homme, qui nous est vendu comme un expert, est-il spécialisé? A-t-il reçu un mandat de la part de l'Etat et, si c'est le cas, à combien se monte-t-il? Cela me ferait mal de penser que le contribuable paie pour un mandat de ce type-là, explique Barbara Lanthemann. Le PS demandera à Oskar Freysinger d'inviter Monsieur Piero San Giorgio à se récuser.»

De son vrai nom Piero Falotti, ce Genevois, qui est aussi un redoutable homme d'affaires, s'est fait connaître en 2011 avec son livre «Survivre à l'effondrement économique». Il y affirme que la planète va vers un effondrement énergétique, politique et économique qui la mènera à un état de guerre généralisée d'ici à 2025. Des dangers qui n'épar-

gneraient pas le Valais, d'après Oskar Freysinger qui ne regrette aucunement la confiance accordée à San Giorgio. «J'ai été élu pour prévoir le pire. Je mets donc en place les éléments pour être le mieux préparé possible», déclarait-il, hier, dans *Le Nouvelliste*. Et le ministre de citer, comme exemple, la proximité du Valais avec la France, qui connaîtrait, en cas de grave crise, une explosion de violences urbaines dans les banlieues, si elle n'arrivait plus à financer l'assistance sociale.

«Je ne nie pas que gouverner, c'est prévoir. Mais là, on est en train de faire peur aux gens en agitant des drapeaux rouges qui n'ont pas lieu d'être. De plus, le fait d'écouter les conseils d'une personnalité aussi controversée sur un sujet d'importance telle que la sécurité du Valais me choque. A mon avis le vrai danger est là», estime Serge Métrailler, président du PDC du Valais romand. Il

dit avoir déjà encouragé la députée PDC à déposer, elle aussi, une question urgente lors de la prochaine session du Grand Conseil. Côté PLR, on soupçonne fortement Oskar Freysinger de s'entourer de personnages controversés dans le seul but de faire parler de lui. Toute publicité est en effet bonne à prendre en vue des élections cantonales de 2017.

«Son intérêt personnel aurait-il pris le pas sur l'intérêt public? Poser la question, c'est y répondre», avance Jean-Claude Vocat, vice-président du PLR valaisan. Et de critiquer «l'absence totale de réaction de la part du Conseil d'Etat» face aux pratiques de l'un de ses membres. Le groupe parlementaire PLR doit encore discuter des suites à donner à l'affaire. «J' imagine que ce genre de dérapage ne restera pas sans intervention de notre part», affirme Jean-Claude Vocat. »

CHRISTINE WUILLEMIN

La lutte contre la pénurie de médecins de famille nécessite une réforme du système de formation

Recruter à l'étranger est un métier

« CHRISTIANE IMSAND

Médecins » «Nous recherchons des médecins européens souhaitant s'installer en Suisse.» La petite entreprise de Jean-Paul Buchmann, la société de placement B-plus à Bulle, ne craint pas la crise. Compte tenu de la pénurie de médecins qui frappe la Suisse, elle sera appelée longtemps encore à offrir ses services.

Car les universités suisses ont beau avoir décidé de prendre le taureau par les cornes en multipliant les places de formation (notre édition du 19 novembre), la pénurie ne va pas disparaître de sitôt. Non seulement parce qu'il faut 12 ans pour former un médecin, mais aussi parce que ce sont avant tout les médecins de famille qui font défaut. Or le système suisse de formation pousse les étudiants sur la voie de spécialisations plus rémunératrices.

Fleurier respire

Résultat, chacun se débrouille comme il peut pour limiter les dégâts. C'est le cas de la commune de Val-de-Travers (NE). Elle a mandaté B-plus pour résoudre le problème préoccupant posé par le vieillissement des médecins de famille pratiquant dans la région. «Nous estimons nos besoins à 12 praticiens, indique le conseiller communal Thierry Michel. En 2015, nous en avions 11 mais 8 étaient proches de l'âge de la retraite. D'ailleurs trois se sont retirés en 2016. B-plus nous a accompagnés pour la mise en place d'un cabinet de groupe à Fleurier ainsi que pour la recherche de médecins. Nous nous étions donnés trois ans mais tout est allé très vite. Le premier médecin s'est installé en décembre 2015. Et six mois plus tard, la structure était déjà complète avec 5 généralistes, tous Français.»

Ce partenariat n'est pas isolé. «Nous contribuons à l'instal-



12
Le nombre d'années pour former un médecin

L'arrivée de forces vives venant de l'étranger répond à un besoin, mais cela ne dispense pas la Suisse de réfléchir à des solutions pour pallier le manque de généralistes. Vincent Murith-photo prétexte

lation d'une cinquantaine de médecins par an dans toute la Suisse, indique Jean-Paul Buchmann. Nous travaillons en principe sur la base d'un forfait de 24 000 francs qui est payé par notre mandataire. Cela peut être une commune, mais il s'agit le plus souvent d'un généraliste qui souhaite prendre sa retraite et ne trouve pas de successeur. Grâce à notre réseau et à des sites spécialisés, nous sélectionnons des candidats entre 32 et 52 ans venant principalement de France et d'Allemagne. Le candidat retenu et le médecin se mettent ensuite d'accord sur le prix du cabinet et la date de sa remise. Pour notre part, nous assumons toutes les démarches administratives. Nous aidons aussi le médecin étranger à se familiariser avec le mode de vie helvétique.»

Diversifier les voies

L'arrivée de forces vives venant de l'étranger répond à un besoin, mais cela ne dispense pas la Suisse de réfléchir à des solutions à l'interne pour pallier le manque de généralistes. «Il ne suffit pas de revaloriser les médecins de famille en modifiant le système de tarification médicale», estime le conseiller d'Etat élu Jean-François Steiert (ps, FR). «Il faut aussi travailler sur l'organisation de la profession, notamment avec les cabinets de groupe qui permettent de travailler en réseau. On peut aller plus loin avec des incitatifs pour orienter les médecins vers certains types d'activité, par exemple en limitant certaines spécialités. Et pourquoi ne pas revoir la structure des études de médecine? La sélection repose actuellement sur un tronc commun très pointu. Il faut permettre à des personnes qui ne maîtrisent pas forcément le calcul intégral de se former. Des infirmières qui ont déjà le niveau bachelier pourraient parfaitement devenir médecin de famille.»

Cette vision correspond à celle de l'ancien recteur de l'Université de Bâle Antonio Loprieno. Dans une étude pu-

blée l'an dernier sur mandat du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (Sefri), il défendait le modèle anglo-saxon des «medical schools» qui permettent d'effectuer un master en médecine tout en ayant suivi d'abord un bachelor dans un autre domaine comme la biologie ou la chimie. Il en attend un effet positif sur les coûts de la formation.



«Nous aidons les médecins à se familiariser avec le mode suisse»

Jean-Paul Buchmann

La conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (pdc, FR) est intéressée car elle s'inquiète notamment du financement des nouvelles places de formation créées par les universités, une fois que la subvention de 100 millions de francs mise à disposition par la Confédération sera épuisée. Elle s'apprête à déposer une intervention parlementaire pour approfondir la question. La diversification des voies d'accès aux études de médecine subira bientôt un test grandeur nature. Les facultés de Genève et Lausanne vont créer une passerelle d'une année permettant aux titulaires d'un bachelor en sciences de la vie de l'EPFL d'accéder à un programme de master en médecine humaine. Une quarantaine de places d'études sont prévues à l'horizon 2018. »